



PRÉFÈTE DE LA SEINE MARITIME

**Autorité environnementale**  
**Préfet de département (Seine-Maritime)**

**Mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de  
Quincampoix  
avec la déclaration d'utilité publique  
du projet de contournement Est de Rouen – Liaison A28-A13  
présentée par le Préfet de région**

**Avis de l'autorité administrative de l'État  
compétente en matière d'environnement  
sur le dossier présentant la mise en compatibilité du PLU et  
comprenant le rapport environnemental**

**au titre des articles L. 104-1 à 8 du code de l'urbanisme  
(anciennement articles L121-10 à 15)**

**Accusé réception de l'autorité environnementale : 3 novembre 2015**

## RESUME DE L'AVIS

La commune de Quincampoix est concernée par le passage sur son territoire du projet de contournement Est de Rouen visant à relier les autoroutes A 28 et A 13 (Cf figure 2). Afin de rendre possible la construction de cette infrastructure routière, une mise en compatibilité du plan local d'urbanisme de Quincampoix est nécessaire sur la bande d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique (EPDUP) d'une largeur de 300 m (Cf figure 1). Il s'agira de modifier, dans le règlement graphique et écrit, 47,2 ha de zone A, et 28,2 ha de zones N ainsi que de déclasser 21,6 ha d'espaces boisés classés.

Une démarche d'évaluation environnementale pour cette mise en compatibilité a été mise en œuvre. L'avis de l'autorité environnementale, représentée par la préfète de Seine-Maritime, a ainsi été sollicité le 3 novembre 2015.

Le dossier transmis est clair et de bonne qualité et contient l'ensemble des éléments attendus dans le cadre d'une démarche d'évaluation environnementale.

L'autorité environnementale émet toutefois quelques remarques, précisées dans l'avis détaillé ci-dessous, et suggère notamment, étant donné l'enjeu de préservation des continuités écologiques dans le sud de la commune, de préciser davantage la prise en compte du schéma régional de cohérence écologique par le projet de mise en compatibilité du PLU de Quincampoix.

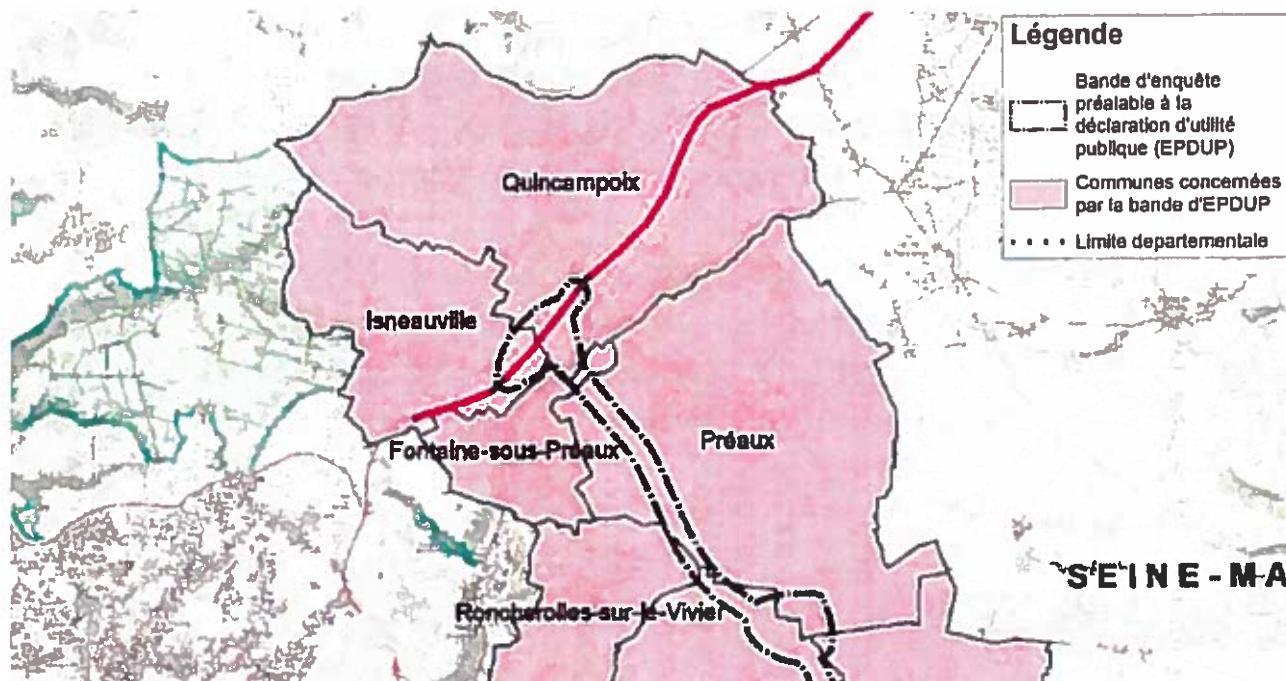


Figure 1: Bande EPDUP dédiée au projet de liaison A28-A13  
- Source : extrait du dossier (pièce G)

## AVIS DETAILLE

### 1. ELEMENTS DE CONTEXTE

#### 1.1. PRÉSENTATION DU PROJET ET DE LA PROCÉDURE DE MISE EN COMPATIBILITÉ DES DOCUMENTS D'URBANISME

La commune de Quincampoix est concernée par le passage sur son territoire du projet de contournement Est de Rouen visant à relier les autoroutes A28 au nord et A13 au sud, incluant un barreau de raccordement vers Rouen (Cf figure 2). Il prévoit la construction de 41,5 km d'une nouvelle infrastructure à 2 x 2 voies aux normes autoroutières :

- une section de 36 km joignant l'A 28 au niveau de Isneauville à l'A 13 et à l'A 154 au niveau d'Incarville,
- une branche de 5,5 km la reliant depuis Gouy / Les Authieux-sur-le-Port-Saint-Ouen à la RD 18 sur la commune de Saint-Etienne-du-Rouvray.

Afin de permettre une bonne desserte des territoires traversés, sont également prévus en plus des raccordements aux infrastructures connectées, six échangeurs avec les principaux axes rencontrés.

Il est prévu que ce projet, sous maîtrise d'ouvrage du Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie (MEDDE), estimé à 886 millions d'euros (valeur 2015) soit réalisé dans le cadre d'une mise en concession autoroutière, avec système de péages fermés. Les estimations de trafic varient selon les sections concernées de 20 000 à 30 000 véhicules par jour.

Le projet retenu s'inscrit au sein d'une bande d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique (EPDUP) d'une emprise moyenne de 300 mètres à l'intérieur de laquelle le tracé final défini par le concessionnaire devra s'inscrire, une fois le projet déclaré d'utilité publique.

Sur la base de cette EPDUP, une étude d'impact a été réalisée au titre de l'article L 122-1 du code de l'environnement et transmise au Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD), autorité environnementale compétente, pour avis.

Parallèlement et compte tenu des évolutions qu'il s'avère nécessaire d'apporter aux documents d'urbanisme des 27 communes traversées ainsi qu'aux 3 Schémas de Cohérence Territoriale (SCoT) concernés, ont été menées des procédures de mise en compatibilité par le biais de la déclaration d'utilité publique comme le permet l'article L 153-54 (ancien L 123-14) du code de l'urbanisme.

La commune de Quincampoix dispose d'un plan local d'urbanisme (PLU) approuvé le 07 octobre 2013. Sa mise en compatibilité vise essentiellement à identifier dans la partie réglementaire, comme le prévoit l'article L 151-38 (ancien L 123-1-5 IV 1°) du code de l'urbanisme, un sous-zonage spécifique à cette bande d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, rendant possible la construction de l'infrastructure routière. Les dispositions introduites quant aux règles générales et servitudes d'utilisation des sols devront néanmoins être en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables (PADD), qu'il conviendrait également de modifier si tel n'était pas le cas.

À l'issue de la procédure de mise en compatibilité telle que décrite aux articles L 153-54 à 59 (ancien L 123-14-2) du code de l'urbanisme, la signature de l'acte déclarant l'utilité publique emporte modification des évolutions apportées au PLU.



Figure 2: Projet de liaison A28-A13

Postérieurement à la réalisation du projet, la collectivité compétente en matière d'urbanisme sur le territoire communal, pourra reprendre son document ainsi modifié afin de reclasser les espaces inclus dans cette bande EPDUP, laissés hors emprise du projet.

## **1.2. CADRE RÉGLEMENTAIRE DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE**

S'agissant d'une mise en compatibilité de document d'urbanisme liée à une déclaration d'utilité publique, la nécessité de réaliser une évaluation environnementale des évolutions à apporter, s'apprécie (cf art. R 121-16 du code de l'urbanisme) selon qu'elles s'avèrent "*susceptibles ou non d'affecter de manière significative un site Natura 2000*" (qu'il soit présent sur le territoire de la commune concernée ou sur une commune voisine). Néanmoins, par souci d'exemplarité, le choix a été fait par la maîtrise d'ouvrage de mettre en œuvre cette démarche pour l'ensemble des documents concernés par une mise en compatibilité. La notion de "susceptibilité" est ainsi interprétée largement, comme justifié par l'auteur dans le résumé non technique (cf. dossier de mise en compatibilité, paragraphe 3.1.1).

L'évaluation environnementale constitue une démarche itérative visant à intégrer la prise en compte de l'environnement tout au long de l'élaboration ou de l'évolution du document d'urbanisme. Elle doit porter sur les incidences pour l'environnement et la santé humaine des modifications à apporter au PLU (en termes de zonage, de dispositions réglementaires liées à l'usage du sol et de cohérence globale du document avec notamment les orientations définies au PADD), afin de permettre la réalisation de l'infrastructure à l'intérieur de la bande identifiée dans le cadre de la DUP. Bien que étroitement liée au projet et ses impacts, elle se distingue en cela de l'étude d'impact.

En application de l'article R 121-15 du code de l'urbanisme, l'Autorité environnementale est consultée sur la qualité de l'évaluation environnementale telle que décrite dans les documents établis pour chacun des documents d'urbanisme concernés (identifiés "Pièce G" du dossier) ainsi que sur la prise en compte de l'environnement par le document d'urbanisme modifié. Il a également pour objet d'aider à son amélioration et à sa compréhension par le public. Pour le PLU, l'avis de l'Autorité environnementale est émis par le préfet de département. Il est préparé par la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), en liaison avec les autres services de l'État.

Cet avis a été sollicité le 3 novembre 2015. Conformément à l'article R 121-15 du code de l'urbanisme, le directeur de l'Agence régionale de santé (ARS) a été consulté le 12 novembre 2015.

Cet avis simple doit être joint à l'enquête publique. À l'issue de l'enquête publique, il appartiendra à la personne publique menant cette procédure de mise en compatibilité des documents d'urbanisme, d'informer le public et l'Autorité environnementale sur la manière dont cet avis aura été pris en considération, conformément à l'article L 104-7 (ancien L 121-14) du code de l'urbanisme.

## **2. ANALYSE DE LA QUALITÉ DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE**

### **2.1. CONSIDÉRATIONS PRELIMINAIRES**

#### **• Concernant la démarche de mise en compatibilité liée à une déclaration d'utilité publique :**

En l'absence de dispositions réglementaires quant à son contenu et à sa forme, il apparaît cependant souhaitable que le dossier de mise en compatibilité du PLU soit organisé en deux volets :

- l'un relatif au projet autoroutier en tant que tel et à la procédure de déclaration d'utilité publique mise en œuvre pour sa réalisation, précisant notamment les modalités de concertation avec le public (enquête publique unique) et les autorisations nécessaires (urbanisme, "loi sur l'eau") ;
- l'autre concernant la mise en compatibilité du document d'urbanisme, avec le rapport de présentation initial du PLU modifié ou complété, les règlements écrit et graphique et les annexes avant et après l'adoption de la déclaration de projet.

#### **• Concernant plus particulièrement l'évaluation environnementale :**

L'élaboration du document d'urbanisme initial n'ayant pas donné lieu à évaluation environnementale (qui serait actualisable), celle menée dans le cadre du projet doit porter sur les modifications apportées au PLU pour assurer sa mise en compatibilité avec la déclaration d'utilité publique. Sa traduction écrite est à faire figurer dans le rapport de présentation (qui tient lieu de « rapport environnemental » tel que prévu à l'article R 121-18 du code de l'urbanisme) au titre des compléments prévus par l'article R 123-

2-1 du code de l'urbanisme (avant dernier alinéa visant notamment les mise en compatibilité relevant de l'article R 123-23-1 du même code).

Cependant le code de l'urbanisme ne donne pas de précisions sur les éléments du rapport de présentation qu'il convient d'ajouter ou de modifier afin de traduire cette démarche d'évaluation environnementale. Les informations néanmoins attendues dans le cadre d'une mise en compatibilité d'un document d'urbanisme sont :

1. *l'exposé du diagnostic conduisant aux modifications proposées ainsi que leurs articulations avec les autres plans ou programmes, dont la prise en compte est pertinente à l'échelle du projet ;*
2. *l'analyse l'état initial de l'environnement et les perspectives de son évolution, en exposant notamment les caractéristiques des zones susceptibles d'être impactées par la réalisation du projet ;*
3. *l'analyse des incidences notables prévisibles de la mise en œuvre du document modifié sur l'environnement, et notamment sur les sites Natura 2000 ;*
4. *l'explication des choix retenus dans l'évolution du document, concernant notamment les modifications apportées à la délimitation des zones et aux règles qui y sont applicables, ainsi que (dans le cas d'un PLU) les éventuels changements apportés aux orientations du Plan d'aménagement et de développement durables ;*
5. *Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan modifié sur l'environnement, et précise les indicateurs qui devront être élaborés ;*
6. *Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.*

## 2.2. COMPLÉTUDE DU DOSSIER ET QUALITÉ DE SES PRINCIPALES PIÈCES

Le dossier relatif à la mise en compatibilité du PLU de Quincampoix transmis à l'Autorité environnementale (Pièce G) est organisé en trois parties présentant successivement :

- le projet de contournement Est de Rouen, l'inscription de la bande déclarée d'utilité publique ainsi que le cadre législatif et réglementaire,
- l'examen des modifications à apporter au document afin de le rendre compatible avec le projet,
- l'évaluation environnementale des modifications apportées, incluant l'incidence sur les sites Natura 2000.

Les informations et éléments d'analyse fournis sont clairs, et présentés de façon très méthodique. Les éléments du PLU qu'il convient de modifier sont clairement identifiables ; cependant il n'est pas précisé comment ces modifications seront concrètement incorporées au document d'urbanisme opposable.

L'autorité environnementale souligne l'intérêt pour le lecteur des considérations relatives à la méthodologie et aux difficultés et limites rencontrés par l'auteur (paragraphe 3.9), notamment l'absence comme évoqué précédemment d'indications réglementaires directement transposables à l'exercice de mise en compatibilité d'un document d'urbanisme et l'absence d'évaluation environnementale menée lors de l'élaboration du PLU.

Concernant la qualité des principales rubriques du rapport environnemental :

- Le **diagnostic** consiste en une véritable analyse de la compatibilité des différentes pièces du PLU avec les besoins liés au projet. Sont ainsi successivement examinés le rapport de présentation, le PADD et les orientations d'aménagement, le règlement (règlement écrit et zonage) ainsi que les servitudes d'urbanisme. Le diagnostic est clairement conclusif quant à la compatibilité de chaque élément. Il conduit à la nécessité d'apporter des modifications :

=> au règlement écrit des zones naturelles « N », et des zones agricoles « A » ;

=> au règlement graphique : report de la bande du projet avec un zonage spécifique (47,2 ha de zone A<sub>IR</sub> et 28,2 ha de zone N<sub>IR</sub>) ;

=> aux servitudes relatives aux espaces boisés classés (EBC) : déclassement de 21,6 ha d'EBC.

- L'**état initial** (chapitre 3.4) est réalisé uniquement sur la partie de territoire concerné par la bande d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique (EPDUP). Il aborde les diverses thématiques attendues : la topographie, les eaux superficielles, les eaux souterraines, les secteurs artificialisés, les réseaux et servitudes, l'agriculture et la sylviculture, le volet patrimoine, tourisme et loisirs, les risques naturels et technologiques, le patrimoine naturel et le paysage.

En l'espèce, concernant la commune de Quincampoix, il met en évidence sur cette bande :

=> sur le plan paysager, la vallée du Robec au nord-est, ainsi qu'un paysage de plateau agricole d'Isneauville au sud-ouest ;

=> sur le plan des espaces naturels, outre les 21,6 ha d'espaces boisés classés (EBC), deux zones naturelles d'intérêts écologiques faunistiques et floristiques (ZNIEFF) de type I et une ZNIEFF de type II, des Hétraies neutrophiles à jacinthes, habitat d'intérêt communautaire (n°913063), ainsi qu'un réservoir de biodiversité boisé à la lisière du Bois de la Houssaye et des corridors et petits réservoirs de milieux mésophiles identifiés par le SRCE<sup>1</sup>. L'autorité environnementale souligne que la préservation de ces réservoirs et corridors est un enjeu d'autant plus important que le sud de la commune, où passe la bande EPDUP, correspond, dans le SRCE, à un enjeu interrégional de « continuité écologique à rendre fonctionnelle » ;

=> le périmètre de protection éloigné du captage de Darnétal et le périmètre de protection rapproché étendu des sources du Robec.

- **L'analyse des incidences** sur l'environnement (chapitre 3.5) liées aux modifications qu'il s'avère nécessaire d'apporter au PLU, est réalisée pour chacun des enjeux identifiés. Les mesures susceptibles d'atténuer ou d'éviter les effets identifiés sont clairement exposées. Cependant, le dossier reprend en grande partie les conclusions de l'étude d'impact du projet d'infrastructure, ce qui a pour effet de ne pas suffisamment faire ressortir les incidences et mesures directement liées aux évolutions apportées au PLU et donc la plus-value d'une évaluation environnementale spécifique à la mise en compatibilité du document. Cependant, la synthèse (pièce G, p. 49) proposée met correctement en évidence les éléments à retenir, à savoir :

=> la réduction de la superficie globale des zones N (6,5%) et A (3,5%) sur la commune ;

=> le déclassement d'environ 21,6 ha d'EBC.

L'autorité environnementale souligne que les incidences finalement constatées dépendront de la diligence avec laquelle la commune (ou l'établissement public de coopération intercommunal compétent) procédera à une nouvelle modification de son PLU.

- **L'étude d'incidence Natura 2000**, obligatoire pour tout document d'urbanisme soumis à évaluation environnementale, fait état de la présence de la zone spéciale de conservation « Boucles de la Seine amont, coteaux de Saint Adrien », localisée à environ 10,3 km de la bande EPDUP traversant le territoire communal. Le document (pièce G, p. 50) conclut à l'absence d'effets directs et indirects sur les espèces et habitats du site, consécutifs aux modifications apportées au PLU, ce qui est justifiée par la distance et l'absence de lien direct, notamment hydraulique, entre les deux zones. Tous les éléments attendus définis à l'article R 414-23 du code de l'environnement sont présentés dans le tome 2.2 de l'étude d'impact (pièce E du dossier d'EPDUP) et cette présentation du dossier en simplifie la compréhension.

- **L'explication des choix** retenus quant au positionnement de la bande EPDUP renvoie à la partie de l'étude d'impact traitant des divers scénarios alternatifs étudiés (cf paragraphe 3.9). Concernant la mise en compatibilité du PLU en tant que telle, il n'est pas fait état de scénarios alternatifs aux modifications proposées. Cependant il est indiqué que le PADD s'avère compatible avec la mise en place de la bande de projet, il n'a donc pas été nécessaire d'arbitrer un choix quant à l'évolution de ces éléments du PLU.

- **Des modalités de suivi** sont proposées (paragraphe 3.8) : elles concernent essentiellement l'évolution de l'occupation du sol à l'intérieur de la bande EPDUP à l'issue de réalisation du projet (retour en zone A ou N des secteurs non touchés et reclassement de certaines surfaces en EBC).

- **Le résumé non technique**, placé au début de la partie du document consacrée à l'évaluation environnementale (paragraphe 3.1) reprend de façon quasi exhaustive les informations proposées dans le document. Il permet d'avoir une vision globale des effets inhérents aux évolutions qu'il est nécessaire d'apporter au document d'urbanisme afin de permettre la mise en place de la bande d'utilité publique. Le tableau synoptique présenté au paragraphe 3.1.3 est particulièrement efficace : il passe en revue, en fonction des diverses modifications à apporter (autorisation d'affouillements et exhaussements / création d'une bande spécifique correspondant à la bande d'utilité publique / déclassement d'EBC ...), les différentes thématiques environnementales susceptibles d'être soumises à des incidences potentielles ainsi que les mesures proposées afin de les éviter - réduire - compenser. Sont ainsi examinés : la topographie, les eaux superficielles, les eaux souterraines, le cadre de vie,

1 Schéma régional de cohérence écologique de Haute-Normandie approuvé le 18 novembre 2014.

l'agriculture et la sylviculture, le volet patrimoine, tourisme et loisirs, les risques naturels et technologiques, le paysage ... Les conclusions apportées permettent au public de prendre rapidement connaissance des non-compatibilités et d'avoir une vision rapide des incidences sur l'environnement des modifications apportées.

### **2.3. PRISE EN COMPTE DES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES**

L'articulation avec les dispositions des " autres plans et programmes ", avec lesquelles la mise en compatibilité du PLU de Quincampoix doit être compatible ou qu'il convient de prendre en compte est présentée au paragraphe 3.3. Comme le précise l'auteur, l'analyse " *peut être déduite de l'examen de l'articulation du projet par lui-même avec ces même documents supra-documents* ". De ce fait, l'examen de compatibilité reste parfois très général, notamment concernant la prise en compte du SRCE<sup>1</sup>.

## **3. ANALYSE DE LA MANIÈRE DONT L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE PREND EN COMPTE L'ENVIRONNEMENT**

### **3.1. SUR LA CONSOMMATION D'ESPACE ET L'ÉTALEMENT URBAIN**

La consommation de surface agricole peut être engendrée de façon directe (emprise du projet d'infrastructure) et indirecte (effet de coupure de l'exploitation, isolement de parcelles, modification de microclimats, ...).

Les PLU étant un des principaux outils actuellement disponibles pour limiter l'étalement urbain et la consommation d'espace, le maintien de leur cohérence interne est un enjeu important. La justification de la compatibilité du projet avec les orientations du PADD de Quincampoix n°7 « *Protection des zones agricoles et des corps de ferme en activité* » et n°14 « *Modération de la consommation de l'espace et lutte contre l'étalement urbain* » aurait ainsi pu être davantage argumentée.

De manière générale, l'évaluation des impacts induits par les modifications du PLU sur l'étalement urbain, la mobilité et le maintien des espaces agricoles aurait pu être développée de façon plus détaillée lors de l'évaluation environnementale de la mise en compatibilité de ce PLU.

### **3.2. SUR LA BIODIVERSITÉ ET LES PAYSAGES**

L'ensemble des espaces boisés classés supprimés devra être soit reclassé soit compensé sur des secteurs qui restent encore à définir. Les corridors et réservoirs de biodiversité, ainsi que le risque d'effet de coupure des sous-trames boisés et mésophiles en lisière du Bois de la Houssaye, ont bien été identifiés lors de l'évaluation environnementale. Cependant, étant donné l'importance de l'enjeu interrégional de préservation de la continuité écologique dans le secteur sud de la commune, il aurait été intéressant de justifier de façon plus détaillée et localisée la prise en compte du SRCE dans le projet de mise en compatibilité de ce PLU.

### **3.3. SUR LA PROTECTION DE LA RESSOURCE EN EAU**

Le risque que la modification des règlements des zones A et N en zone A<sub>IR</sub> et N<sub>IR</sub> autorisant les affouillements favorise de façon indirecte l'infiltration des eaux de surface dans la nappe de la craie au droit des périmètres de protection des captages a bien été identifié. Les mesures proposées pour réduire ce risque de dégradation de la qualité des eaux souterraines semblent pertinentes.

A Rouen, le

**02 FEV. 2016**

La Préfète de Seine-Maritime



**Nicole KLEIN**

